



MAIRIE DE BRAZZAVILLE

Les retraités réclament leur prise en compte à la CNSS

Les agents retraités de la municipalité de Brazzaville ont organisé hier un sit-in en face de la primature pour réclamer le paiement de leur pension par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

« Nous réclamons la prise en compte de nos dossiers tout en incriminant la mairie, la CNSS, la perception et le trésor. J'ai été recruté à la mairie en 1969. Aujourd'hui nous nous retrouvons dans ce mouvement pour interpellier les décideurs », a déclaré le président de l'Union des retraités des municipalités du Congo, Lucien Mfourga.

Page 6



Les agents municipaux retraités en plein sit-in à la Place de la gare à Brazzaville/Adiac

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les Etats-Unis forment des femmes congolaises



La ministre Arlette Soudan-Nonault, les lauréates de l'initiative Wica et l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Eugene Young/Adiac

Quatorze jeunes femmes congolaises sur une quarantaine ayant bénéficié, à l'initiative de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, d'un renforcement des capacités en matière de préservation de l'environnement et de changements climatiques ont reçu leur diplôme de fin de formation à l'occasion d'une cérémonie co-présidée par l'ambassadeur américain, Eugene Young, et la ministre Arlette Soudan Nonault, en charge du Développement durable.

Les lauréates de l'initiative des femmes d'Afrique centrale pour l'action climatique (WICA) sont désormais aptes, fort des connaissances acquises, à poursuivre une carrière dans des institutions privées et publiques travaillant sur l'action climatique en vue de soutenir les efforts nationaux.

Page 3

EDITORIAL

Transition

Page 6

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Des attentes pour améliorer la gouvernance du système éducatif



La 25^e session du Conseil national de l'enseignement se tient à Brazzaville/Adiac

La 35^e session du Conseil national de l'Enseignement primaire et secondaire se tient du 13 au 16 septembre à Brazzaville sur le thème « La bonne gouvernance du système éducatif comme facteur d'amélioration des rendements scolaires ».

Au terme des travaux, les participants sont appelés à formuler des propositions permettant de trouver des solutions aux maux qui minent le système éducatif congolais, en dépit des avancées réalisées.

Page 6

SANTÉ PUBLIQUE

Le Dr Djagger porté à tête du conseil de l'Ordre des pharmaciens

L'Assemblée générale électorale du conseil national de l'Ordre des pharmaciens du Congo a élu hier, à l'unanimité, le Dr Jagger Mpandzo président de cette organisation professionnelle pour un mandat de quatre ans.

Candidat unique à ce poste, le nouveau promu succède au Dr Jean Charles Claude Ongoli. Il est secondé par le Dr Alphonsine Atta avec qui il va présider un bureau exécutif composé de huit membres élus également par l'assemblée générale.



Page 6

Le Dr Jagger

ÉDITORIAL

Transition

Les besoins croissants en électricité, nécessaires pour assurer le développement industriel, obligent les pays comme le Congo à migrer vers de nouveaux modes de production pour juguler en particulier les coupures électriques dans les grandes villes comme Brazzaville. Dans cette perspective, accompagner les investissements privés dans la transition énergétique favoriserait une fourniture pérenne.

A l'instar de la Centrale électrique du Congo, l'annonce de Chevron Congo de se tourner vers la transition énergétique à partir du gaz et l'engagement de la société Tinda Cash, à travers le projet d'électrification Ignié 2022-2046 à base des panneaux solaires augurent de bonnes perspectives au regard de la faiblesse des flux financiers de la société en charge de l'électricité.

Aujourd'hui, les coupures quasi-quotidiennes d'électricité contraignent les entreprises à recourir à l'autoproduction par l'utilisation de générateurs coûteux qui érodent leurs finances et impactent leur productivité. Malgré les multiples tentatives de réformes engagées dans ce secteur, les faiblesses constatées en la matière appellent à une meilleure planification pour améliorer l'accès à un réseau stabilisé.

Le plan de production énergétique initié il y a quelques années n'ayant pas été entièrement mis en œuvre, les récentes réformes visant à impliquer les opérateurs privés dans ce secteur tardent cependant à produire leurs effets. Ainsi, hormis l'électricité, les mêmes causes produisant les mêmes effets, dans le secteur de l'eau, il est urgent voire impératif de multiplier les initiatives au-delà des opérateurs publics pour satisfaire enfin les attentes de la population, favoriser la prospérité et assurer le bien-être social.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Les sénateurs invités à s'impliquer dans l'amélioration du système électoral

Ouvrant la session inaugurale marquant le lancement de la quatrième législature du Sénat le 13 septembre à Brazzaville, le président réélu de cette chambre haute du Parlement, Pierre Ngolo, a appelé les sénateurs à s'impliquer dans l'amélioration du système électoral.

« Dans notre pays, la démocratie est désormais un acquis. C'est une réalité vivante qui suit quoi qu'on en dise son bonhomme de chemin. Les sénatoriales qui viennent de se dérouler à l'instar de diverses élections antérieures témoignent bien de la vitalité de notre démocratie », a déclaré le président du Sénat, avant d'ajouter : « Ce qui reste à faire et qui est à faire à tout prix, c'est l'amélioration progressive du système électoral, processus dans lequel l'implication de tous est requise. Ensemble, gestionnaires d'institutions, opérateurs politiques, acteurs de la société civile, citoyens œuvrant tous à rendre plus performant notre dispositif électoral ».

Pierre Ngolo a ensuite appelé les sénateurs à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale tout en rappelant que la rétrospective de la mandature précédente a mis en évidence les succès engrangés.

Fortifier les avancées du passé afin que le Sénat pèse de plus en plus lourd sur l'arène nationale relève aussi de la responsabilité de la chambre haute, a-t-il souligné. « Notre responsabilité totalement



Pierre Ngolo

engagée nous impose de nous mettre véritablement à la tâche. Par l'action et par l'exemple, réunissons les conditions de l'élévation de participation de l'institution Sénat à l'effort national visant à faire du Congo un Etat de droit, souverain, unitaire et indivisible, décentralisé, laïc et démocratique que proclame l'article premier de la Constitution », a poursuivi le président de la chambre haute.

Il a, en outre, rappelé que

dans la nouvelle marche de la quatrième législature, il faut compter sur la jeunesse qui demeure incontournable pourvu qu'elle se définisse un idéal pour lequel elle se bat. Enfin le président du Sénat n'a pas oublié d'évoquer la question de la paix et de la concorde nationale, des collectivités territoriales auxquelles il faut au cours de cette quatrième législature débutant accorder une attention soutenue pour le bien-être des citoyens.

Jean Jacques Koubemba

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndongo, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Adhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les lauréates de l'initiative Wica congratulées

Quatorze congolaises lauréates de l'initiative des femmes d'Afrique centrale pour l'action climatique (Wica) ont reçu leur diplôme de fin de formation à l'occasion d'une cérémonie co-présidée, le 14 septembre, à Brazzaville par l'ambassadeur américain, Eugene Young, et la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault.

L'initiative Wica vise à renforcer les capacités et l'implication des femmes des pays de l'Afrique centrale dans les processus nationaux de changement climatique de manière générale, et plus particulièrement dans la comptabilisation des émissions et absorptions de gaz à effet de serre (GES) dans le cadre de la transparence renforcée de l'Accord de Paris.

Environ deux cents femmes ont participé au programme Wica, dont quarante-quatre venant de la République du Congo. Sur les quarante-quatre, quatorze ont terminé avec succès le programme diplômant du GHG Management Institute sur la mesure, la notification et la vérification des GES. Ces femmes sont désormais capables de soutenir les efforts nationaux visant à compiler et à rendre compte à la communauté internationale des émissions et absorptions de GES de tous les secteurs.

Les lauréates Wica de la République du Congo poursuivent désormais une carrière dans des institutions privées et publiques travaillant sur l'action climatique et quelques autres ont été inscrites sur la liste d'experts de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements



La ministre Arlette Soudan-Nonault, les lauréates de l'initiative Wica et l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Eugene Young/Adiac

climatiques et aideront bientôt la communauté internationale à examiner les estimations des émissions de GES d'autres pays. Ainsi donc, le gouvernement des Etats-Unis apporte un soutien technique et financier au service des forêts des Etats-Unis et de ses programmes internationaux. « Les Etats-Unis soutiennent le programme interagence SilvaCarbon,

le programme Climate Fellows du département d'Etat et le programme régional d'Afrique centrale pour l'environnement de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international. Ces programmes aident les pays du Bassin du Congo à remplir leurs obligations en matière de suivi et de reportage dans le cadre de la convention cadre

des Nations unies sur les changements climatiques », a affirmé le diplomate américain, Eugene Young.

Outre les pays déjà couverts, notamment le Cameroun, le Gabon, la République démocratique du Congo, le programme Wica mis en œuvre par l'Agence fédérale du Service forestier américain s'étend à la République

centrafricaine (RCA) et à la Guinée équatoriale grâce aux fonds du programme interinstitutionnel du gouvernement américain SilvaCarbon et du Programme international du Service forestier des Etats-Unis.

« Les femmes sont particulièrement efficaces lorsqu'elles sont à l'avant-garde de la résilience communautaire, lorsqu'elles dirigent des groupes de gestion locaux, lorsqu'elles protègent leurs communautés contre les catastrophes naturelles et lorsqu'elles occupent des fonctions de responsabilité », a indiqué la ministre Arlette Soudan-Nonault, également coordinatrice technique de la commission climat du Bassin du Congo.

Avant de plaider pour la faible représentativité des femmes lors des forums sur le climat, y compris à la Conférence des Parties, cette dernière croit fermement que « la féminisation des conseils d'administration et des directions d'entreprises conduit à des politiques plus respectueuses du climat. L'augmentation de 1 % de la proportion de femmes à la tête d'une entreprise peut entraîner une diminution de 0,5 % des émissions de CO₂ ».

Fortuné Ibara

SOMMET DES TROIS BASSINS FORESTIERS

L'Italie et la Fao disposées à apporter leurs expertises

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a échangé, les 12 et 13 septembre, à Brazzaville avec Yannick Ariane Rasoarimanana, représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et l'ambassadeur du Congo en Italie, Henri Okemba, sur le prochain sommet des trois grands bassins tropicaux du monde.

« Nous sommes venus pour annoncer déjà la disposition totale de la FAO pour accompagner l'organisation du sommet des trois bassins, faire part de notre apport sur l'intelligence scientifique et l'expertise technique », a indiqué Yannick Ariane Rasoarimanana. A travers le monde, la FAO est l'une des organisations qui a un mandat particulier pour la restauration des paysages forestiers et globalement de l'environnement.

« Dans le cadre des préparatifs du sommet des bassins, nous sommes porteurs d'un certain nombre d'éléments portés par la FAO, le Fonds international de développement

agricole et le Programme alimentaire mondial. Je suis venu avec un cour-

rier du directeur général de la FAO, car ce dernier tient à recevoir person-

nellement, à New York, la ministre de l'Environnement », a expliqué le diplo-

mate Henri Okemba.

Au cours de cette rencontre internationale, qui a lieu du 26 au 28 octobre 2023, la ministre Arlette Soudan-Nonault jouera également le rôle de ministre coordonnatrice du sommet des trois bassins des écosystèmes de biodiversité et des forêts tropicales.

L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en Italie a manifesté sa satisfaction, parce que lors d'une récente rencontre de la FAO le dossier du Congo relatif à l'organisation de ce sommet des trois bassins des écosystèmes de biodiversité et des forêts tropicales a été largement évoqué.

F.I.



Le diplomate Henri Okemba répondant aux journalistes devant la ministre Arlette Soudan-Nonault/Adiac

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



NOTE D'INFORMATION

République du Congo
Unité-Travail-Progress

CABINET

N°0385/MEF-CAB

Après l'élaboration des outils de pilotage du ministère de l'économie et des finances (diagnostic stratégique issu d'une enquête interne, plan stratégique ; programme pluriannuel des activités, projets annuels de performance, cadre de suivi-évaluation, cadre de dépenses à moyen terme et plans de travail annuels budgétisés), la gestion axée sur les résultats (GAR) va entrer dans sa phase opérationnelle. Celle-ci débute avec le choix des animateurs du cabinet du ministre et des différentes administrations sous tutelle, et débouchera par la suite sur les lettres de mission et les contrats de performance.

A cet effet, l'objet de la présente note est de décrire les modalités de désignation des conseillers du ministre de l'économie et des finances, des services rattachés au cabinet du ministre et des directions générales, suivant la procédure d'appel à candidature dont l'élaboration des fiches de poste constitue le point de départ.

1. Elaboration des fiches de poste

La première étape de la procédure d'appel à candidature consiste à élaborer les fiches de poste. Les fiches de poste des conseillers du ministre et des directions rattachées au cabinet sont élaborées par un comité technique mis en place à cet effet. Celles des directions générales sont élaborées sous la supervision des responsables des structures concernées, suivant le modèle joint en annexe.

Ces fiches comprennent notamment les informations sur la description du poste, les principales missions, les principales activités et tâches, les compétences requises pour occuper le poste, l'expérience professionnelle et les diplômes.

2. Processus de présélection

La présélection des conseillers du ministre, des directions rattachées au cabinet et des directions générales est effectuée par un comité de présélection mis en place par le ministre de l'économie et des finances, sui-

vant le processus ci après :

1. Lancement d'un avis d'appel à candidature ;
2. Réception des dossiers de candidature, comprenant notamment une lettre de motivation, un CV, un extrait d'acte de naissance, un casier judiciaire, un certificat de nationalité, une copie conforme des diplômes (le comité de sélection se réserve le droit de vérifier leur authenticité), une attestation de l'employeur et deux lettres de recommandation des personnes référentes et attestant des compétences et de la probité morale du candidat.
3. Présélection d'une liste de 5 candidats sur la base d'une grille d'évaluation des dossiers des candidats ;
4. Entretiens individuels avec chaque candidat présélectionné ;
5. Sélection de 3 candidats finalistes ayant atteint le score minimum de 70% suivant la grille d'évaluation ;
6. Transmission du rapport de processus de sélection au décideur (ministre

de l'économie et des finances) comprenant les noms des trois meilleurs candidats classés par ordre de mérite ;

7. Choix du décideur et nomination au poste concerné.

A l'issue du processus de sélection, un contrat de performance et une lettre de mission sont signés entre le ministre de l'économie et des finances et chacun des candidats nommés. Ces deux documents rappellent les priorités issues du plan de travail annuel, les objectifs à atteindre sur une période de référence ainsi que les indicateurs de performance.

Fait à Brazzaville, le 6 septembre 2023

(é)

**Le Ministre de l'Économie
et des finances**

FICHE DE POSTE N°

Intitulé du poste :

Lieu de travail :

Type de contrat :

Supérieur hiérarchique :

Description du poste

Missions principales

Activités et tâches

Conditions

particulières de travail

Compétences

Expérience

professionnelle

Diplômes

Langues

APPEL A CANDIDATURE

Dans le cadre de l'implémentation de la gestion axée sur les résultats, le Ministre de l'économie et des finances procède à la révision de son cabinet. Les postes à pourvoir sont :

- un conseiller économique ;
- un conseiller à la coopération monétaire et financière au niveau régional et sous régional ;
- un conseiller à la fiscalité et aux douanes ;
- un conseiller aux recettes de service et de portefeuille ;
- un conseiller aux ressources naturelles ;
- un conseiller aux institutions et à l'ingénierie financière
- un conseiller à la gestion et au suivi de la trésorerie ;
- un conseiller à la dette et au suivi des engagements financiers de l'Etat ;
- un conseiller au suivi des projets et programmes de développement ;
- un conseiller aux relations avec les partenaires techniques et financiers ;
- un conseiller administratif et juridique ;
- un conseiller aux relations publiques et à la communication ;
- deux conseillers chargés de mission ;
- un conseiller à la logistique et à l'intendance

Les candidats intéressés peuvent consulter les fiches de poste sur le site du ministère de l'économie et des finances à l'adresse (www.finances.gouv.cg).

Le dossier de candidature comprend les pièces suivantes .

- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitae (CV) ;
- un extrait d'acte de naissance
- un casier judiciaire ;
- un certificat de nationalité ;
- les copies certifiées conformes des diplômes (le cabinet du MEF se réserve le droit de vérifier leur authenticité) ;
- des documents administratifs (décret, note de service, attestation de l'employeur) attestant le parcours professionnel ;
- les attestations de formation justifiant l'acquisition des connaissances et aptitudes professionnelles spécifiques ;
- deux lettres de recommandation des personnes-référentes attestant des compétences et de la bonne moralité du candidat ;

Les dossiers sont à transmettre du 06 au 15 septembre 2023 par courrier électronique à l'adresse :

recrutementconsellermeff@gmail.com.

Un candidat ne peut postuler qu'à un seul poste de conseiller. Le non-respect de cette règle entraîne l'annulation de la demande. De même, le non-respect des délais entraîne l'annulation de la demande.

Le calendrier de déroulement du processus est résumé dans le tableau ci-dessous :

Activités	Périodes
Désignation des membres du comité de présélection	06 septembre 2023
Publication de l'avis d'appel à candidature et réception des dossiers	Du 06 au 15 septembre 2023
Examen des dossiers de candidatures	Du 16 au 20 septembre 2023
Entretiens avec les candidats présélectionnés	Du 21 au 22 septembre 2023
Rapport du comité de présélection au MEF	23 septembre 2023
Nomination des conseillers du Ministère de l'économie et des finances	25 septembre 2023

Fait à Brazzaville, le 6 septembre 2023

(é)

**Le Ministre de l'Économie
et des finances**

POTO-POTO 1

La population préoccupée par l'insécurité

L'insécurité grandissante due au phénomène « bébés noirs » et les questions d'assainissement ont dominé, le 12 septembre, à Brazzaville les échanges entre le député de la première circonscription électorale de Poto-Poto, Rick Gérard Bokilo, et les chefs de quartier, de zone et de bloc.

Situé en plein cœur de Brazzaville, l'arrondissement 3 Poto-Poto est en proie, comme la plupart des quartiers de la ville capitale, aux problèmes d'insécurité et d'insalubrité. Tas d'immondices par ici, surtout au bord de la rivière Moudoukou, cas d'agression par là, en tout cas, la population n'a pas caché son indignation. « L'insécurité à Poto-Poto est une préoccupation. Nous nous sentons très mal, c'est la raison pour laquelle nous avons adressé nos doléances aux autorités nationales. Nous ne pouvons pas bien vivre tant qu'il n'y a pas de paix, de sécurité, surtout pour nous les personnes de troisième âge dont la vie est très difficile. Ils ravissent les objets et agressent tout le monde. Ce sont nos enfants, mais la réalité est que le gouvernement puisse prendre une décision pour éradiquer ce fléau », a expliqué le chef de bloc, zone 8, Jean Bruno Apollinaire. Après avoir écouté les do-



Rick Bokilo entouré de ses invités Les chefs de quartier/Adiac

léances des responsables des quartiers, Rick Bokilo a reconnu que la situation était préoccupante, mais pas alarmante au niveau de sa circonscription. « Cette situation est occasionnée par le phénomène « bébés noirs » qui agressent, attaquent les gens dans les quartiers. Pour les causes, certains parlent de chômage mais, à les entendre, ils évoquent plusieurs hypothèses. Agresser les gens, ce n'est pas une solution, nous ne cessons de faire de la pédagogie dans ce sens, les conscientiser, leur parler

pour qu'ils arrêtent avec ces actes », a-t-il rappelé. Pour tenter d'endiguer ce phénomène, le député de Poto-Poto 1 a installé environ 1 126 lampadaires pour éclairer les rues et avenues des quartiers 31 et 32. Une initiative qui a déjà commencé à apporter ses fruits au regard des témoignages des chefs de quartier. En effet, ces derniers ont demandé à leur représentant à l'Assemblée nationale de poursuivre cet élan de solidarité dans les autres secteurs. Des doléances prises en compte par Rick Bokilo. «

Il y a eu des efforts qui ont été faits dans le cadre de l'éclairage public. Ce n'est pas une solution apportée en totalité, il va falloir renforcer ce dispositif pour régler la question d'insécurité qui met vraiment à mal la population », a-t-il poursuivi. Toujours dans la recherche des solutions au grand banditisme urbain, le député de Poto-Poto 1 a lancé, après son élection, l'opération d'identification des jeunes à l'état civil aux fins de leur établir des cartes nationales d'identité. Ainsi, après l'identi-

fication, ces jeunes seront bientôt enrôlés pour obtenir leurs pièces, a-t-il annoncé. « C'est un échange fructueux, les questions soulevées qui n'ont pas eu de réponses, je pourrai les transformer en questions écrites ou orales avec débat au gouvernement lors de la prochaine session. Il faut vulgariser les conclusions de ces échanges dans les quartiers. Il fallait définir un cadre de travail entre l'élu et vous, afin de renforcer la proximité au niveau de la circonscription », a conclu le député.

Parfait Wilfried Douniama

PARTENARIAT

L'Unicef et la Fondation MTN s'engagent à œuvrer pour les jeunes

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a signé, le 12 septembre, à Brazzaville un accord de partenariat avec la Fondation MTN en vue de donner la possibilité à la couche juvénile de s'exprimer librement à travers une plate-forme dénommée « U-Report ».

Le document a été signé entre le représentant adjoint de l'Unicef, le Dr Soliou Badarou, et le directeur de la Fondation MTN, Patrick Itsoua.

Le partenariat entre les deux parties a une durée de trois ans avec possibilité de prolongation de deux ans, a expliqué Jean Junior Niyonkuru lors de sa présentation.

La plate-forme U-Report donnera la parole à tous les jeunes et leur permettra d'accéder à des informations importantes à travers des messages gratuits.

A travers cette plate-forme, la couche juvénile échangera par messages dans le domaine de la santé, l'éducation, l'environnement et de la protection. Elle participera également à la gestion de la communauté.

Toutefois, elle aura à dialoguer et à se mobiliser pour créer un changement social positif pour un mieux-être dans la communauté.

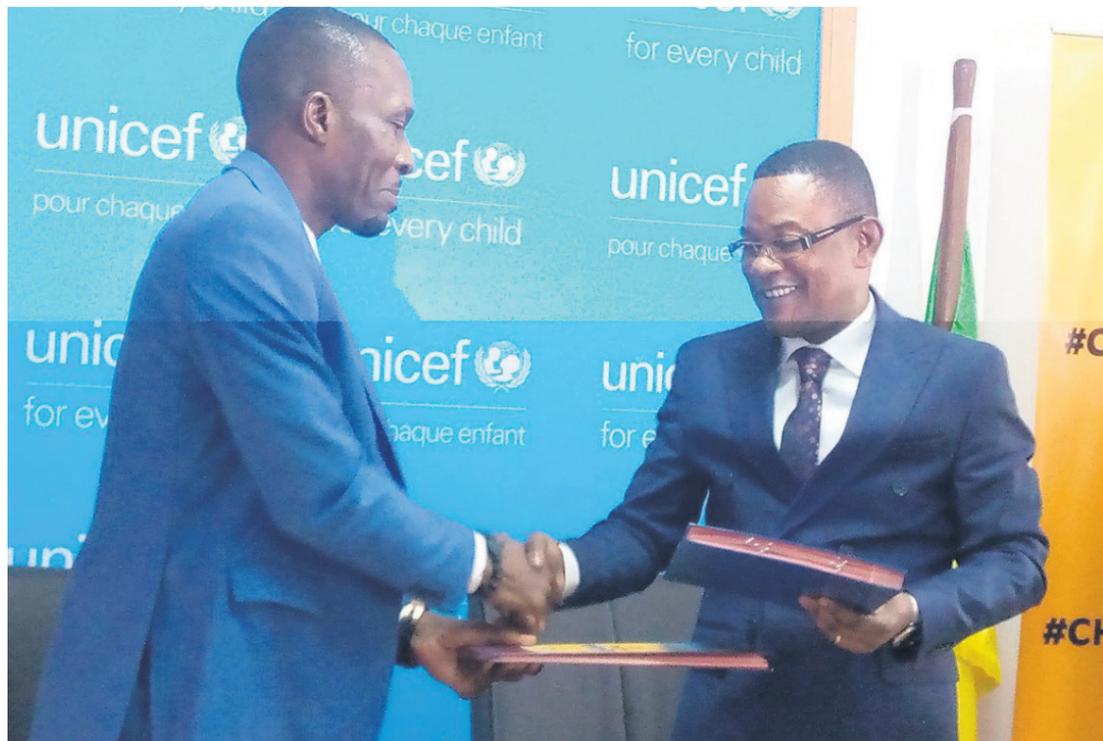
Le représentant adjoint de l'Unicef, le Dr Soliou Badarou, a indiqué que la rencontre marque un tournant important dans

l'histoire de la stratégie d'implication des jeunes et des adolescents dans l'identification des solutions aux problèmes qui les concernent.

« Aujourd'hui, je me réjouis des avancées réalisées avec plus de 21 000 jeunes qui utilisent déjà la plate-forme. Dans quelques instants, la matérialisation de l'engagement de l'autre géant de la téléphonie au Congo MTN donnera un coup d'accélération à cette initiative », a-t-il déclaré.

Le directeur de la Fondation MTN, Patrick Itsoua, a de son côté rappelé que l'Unicef et MTN ont travaillé durant six mois pour cette plate-forme. Elle amplifiera et partagera des avis entre les jeunes.

Il a souligné à cette occasion la place des jeunes dans un pays qui nécessite un investissement. « La Fondation MTN et la société mobile MTN-Congo estiment nécessaire d'accompagner l'Unicef dans ce projet qui donnera la voix aux jeunes dans leurs attentes », a-t-il fait savoir. Chantrelle Mountoula a indiqué



Echange de document/Adiac

au nom des jeunes que l'accès à une plate-forme telle que le U-Report représente un moyen d'expression capital. « Le U-Report est une initiative qui élève la voix des jeunes sur les en-

jeux qui sont les nôtres et nous permet d'être acteurs de notre futur »

Notons que la plate-forme U-Report a pour slogan : « mon avis compte ». Elle a été créée pour

l'intérêt de jeunes afin de faire entendre leur voix. L'accessibilité nécessite l'envoi du mot Congo par message au numéro 2024 ou à U-report Congo sur Facebook.

Lydie Gisèle Oko

CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT

Amélioration attendue de la gouvernance du système éducatif

À l'issue de la 25^e session du Conseil national de l'enseignement primaire et secondaire qui se tient à Brazzaville du 13 au 16 septembre, les recommandations seront formulées dans le but d'améliorer la gouvernance du système éducatif.

« La bonne gouvernance du système éducatif comme facteur d'amélioration des rendements scolaires » est le thème sur lequel se déroulent les travaux de la 25^e session du Conseil national de l'enseignement primaire et secondaire. « Nous devons recadrer notre manière de gouverner l'école. Elaborer des solutions afin de donner un souffle nouveau au système éducatif », a déclaré le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, ouvrant les travaux de ladite session. Selon le ministre, malgré les avancées réalisées, le système éducatif connaît une faible efficacité interne caractérisée, entre autres, par des rendements peu satisfaisants.

Ainsi, les travaux de cette session qui seront ponctués d'ateliers et de communications diverses permettront aux participants d'acquiescer les compétences utiles à la culture de la bonne



La 25^e session du Conseil national de l'enseignement se tient à Brazzaville/Adiac

gouvernance du système éducatif particulièrement. Pour l'inspecteur général de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, David Boke, ces assises, qui

rassemblent l'ensemble de la communauté éducative, feront l'autopsie du système de gouvernance de l'école congolaise en définissant des perspectives pour relever les défis en la matière.

Il convient de rappeler que lors de la 24^e session du Conseil national de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire tenue l'année dernière sur le thème « Le profil de l'en-

seignant dans le système éducatif congolais » onze recommandations sur lesquelles le département devrait travailler au cours de l'année scolaire écoulée avaient été formulées. Le niveau d'exécution de ces recommandations sera évalué pendant la 25^e session dont les travaux prendront fin le 16 septembre à Brazzaville.

« Nous devons recadrer notre manière de gouverner l'école. Elaborer des solutions afin de donner un souffle nouveau au système éducatif »,

Rominique Makaya

MAIRIE DE BRAZZAVILLE

630 agents retraités réclament leur prise en compte à la CNSS

Les agents municipaux admis à la retraite depuis plus de huit ans ont réclamé le 14 septembre à Brazzaville la prise en compte de leurs dossiers de pension à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).



Les agents municipaux retraités en plein sit-in à la Place de la gare à Brazzaville/Adiac

Ils ont exprimé leur mécontentement à travers un concert de casseroles organisé à la Place de la gare ferroviaire en face de la primature, au rythme des chants et des pas de danse. L'on pouvait lire sur les affiches les écrits tels que « les retraités 8 ans sans pension », « la mairie traite sans pension »,...

Au total, 630 dossiers n'ont pas été pris en compte par la CNSS, a indiqué le président de l'Union des retraités des municipalités du Congo (URMC), Lucien Mfourga, après être

reçu avec sa délégation par le chef de cabinet du Premier ministre.

Selon lui, les démarches entreprises auprès de la CNSS avaient révélé que la mairie ne cotisait pas à la caisse tandis que chaque fin de mois des prélèvements s'opéraient dans leurs bulletins de paie.

« Aujourd'hui, nous réclamons la prise en compte de nos dossiers tout en incriminant la mairie, la CNSS, la perception et le Trésor. J'ai été recruté à la mairie

en 1969 avec un salaire de 9.800 francs CFA à l'époque. Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans ce mouvement pour interpeller les décideurs parce que nous avons longtemps attendu », a déclaré Lucien Mfourga.

La délégation des retraités de la mairie a eu des échanges avec des membres du cabinet du Premier ministre qui lui a demandé de passer dans deux semaines après la signature d'un accord.

Lydie Gisèle Oko

SANTÉ

Le Dr Jagger, nouveau président du Conseil de l'ordre des pharmaciens

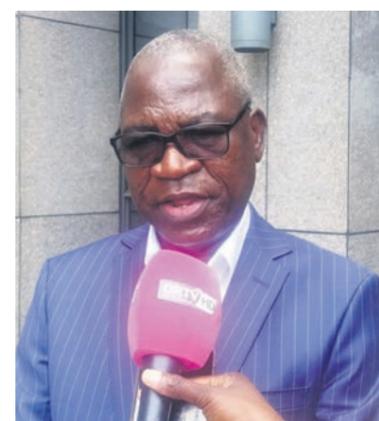
Le Dr Mpandzo Jagger a été élu président du Conseil national de l'ordre des pharmaciens du Congo, le 14 septembre, à Brazzaville par ses collègues, pour un mandat de quatre ans.

Candidat unique au poste, le Dr Jagger a été élu à l'unanimité par les huit membres du Conseil national de l'ordre des pharmaciens, qui constituaient le corps électoral de ce scrutin. Il succède à ce poste au Dr Jean Charles Claude Ongoli.

Le nouveau président du Conseil de l'ordre des pharmaciens du Congo est secondé par le Dr Alphonsine Atta. Le bureau exécutif national mis en place sera appuyé par un conseil national de huit membres, élus à la même occasion. Bien que nouvellement élu, et conscient de la tâche qui l'attend, le Dr Jagger inaugure sa mandature avec une feuille de route bien définie, composée de trois axes prioritaires. Son premier challenge consistera à faire adopter le code de déontologie professionnelle des pharmaciens, devant être publié soit par un arrêté ministériel, soit par un décret. « J'ai été élu par les grands électeurs qui constituent l'Ordre des pharmaciens du Congo. Le travail à faire est énorme, avec de grands défis à relever, portant, entre autres, sur la formation des pharmaciens, l'amélioration de nos textes organiques qui ne nous permettent pas de sanctionner les membres qui marchent à leur rencontre », a souligné le Dr Mpandzo Jagger.

Afin de garantir le succès de sa mandature, l'heureux élu a annoncé la création d'une task force autour de lui. Il s'agit d'une équipe mixte composée des vieux et des jeunes, tous professionnels du médicament, l'Ordre national des pharmaciens du Congo a pour objet d'assurer le respect des devoirs professionnels, de défendre l'honneur et l'indépendance de la profession de pharmacien, de contrôler l'accès à l'exercice de la profession, de veiller à la compétence des pharmaciens.

Firmin Oyé



Le Dr Jagger

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La Corée abrite la 7^e Conférence ministérielle de la KOAFEC

Le Groupe de la Banque africaine de développement et le ministère de l'Économie et des Finances de la République de Corée organisent depuis le 12 septembre à Busan, en République de Corée, la septième Conférence ministérielle de la coopération économique Corée-Afrique (KOAFEC).

La réunion qui prendra fin le 15 septembre a pour thème « Embrasser un avenir durable : transition énergétique juste et transformation agricole en Afrique ». La rencontre connaît la participation active des ministres africains des Finances et les administrateurs de la Banque africaine de développement, représentant les pays membres africains, les ambassadeurs africains, les dirigeants d'institutions panafricaines et diverses organisations non gouvernementales. Les responsables du secteur privé africains et de la Corée sont également attendus.

Les échanges seront axés sur les transitions énergétiques à faible émission de carbone et la sécurité alimentaire en Afrique ainsi que les liens de la Corée dans ces deux domaines.

Selon la Bad, l'initiative a été

lancée en 2006. Elle vise à promouvoir un dialogue politique de haut niveau sur la coopération entre la Corée et l'Afrique. Elle a, depuis, évolué pour devenir un rassemblement biennal. La sixième conférence s'est tenue en 2018, parallèlement aux cinquante et troisième assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, et a donné des résultats concrets. « La conférence de cette année marque une reprise des réunions en présentiel après la fin de la crise liée à la pandémie de Covid-19. Les réunions serviront de plateforme pour définir de nouvelles opportunités pour renforcer les relations entre l'Afrique et la Corée d'ans l'ère post-pandémique », a déclaré le responsable de la Bad, Akinwumi Adesina,

en précisant qu'en dehors du forum d'affaires de la KOAFEC, se tiendront aussi une table ronde ministérielle et des événements sur les connaissances.

Faisant une rétrospection sur cette initiative, les organisateurs ont spécifié que la Corée a rejoint le Fonds africain de développement, le guichet de prêts concessionnels du Groupe de la Banque en 1980, puis la Banque africaine de développement deux ans plus tard. Ainsi, cette année, la Banque et la Corée célèbrent le quarantième anniversaire de l'adhésion de la Corée à la Banque africaine de développement. Ainsi, la Corée contribue également aux efforts de renforcement des capacités de la Banque dans les pays membres africains par le biais du fonds fiduciaire KOAFEC. Au 31 décembre 2022, le total des contributions au Fonds fiduciaire KOAFEC s'élevait à cent huit millions de dollars américains.

« La conférence ministérielle de la KOAFEC est un événement clé qui vise à consolider l'appui de la Corée au développement du continent africain », a conclu, Akinwumi Adesina.

Rock Ngassakys

ÉTHIOPIE

Le FAD et la Corée accordent 104 millions de dollars pour l'électricité

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD) a approuvé, le 13 septembre à Abidjan (Côte d'Ivoire), un don de 52 millions de dollars américains à l'Éthiopie, pour la mise en œuvre d'un projet de renforcement du réseau électrique dans l'Est du pays.

Le projet a pour objectif de renforcer le réseau électrique au profit d'une forte communauté (petits exploitants, éleveurs, industriels et étudiants).

Le directeur du département chargé du développement des systèmes électriques à la Banque a déclaré que le projet améliorerait l'accès à un approvisionnement en électricité propre et fiable, en augmentant la capacité du réseau électrique dans l'Est de l'Éthiopie.

« L'amélioration du réseau électrique permettra de remédier aux baisses de tension et aux délestages dans la région, de connecter davantage des industries et des ménages au réseau électrique et de mettre un terme à l'utilisation de générateurs diesel qui fournissent actuellement un approvisionnement de base en électricité », a souligné Batchi Baldeh.

Enfin, le projet facilitera le lancement du programme gouvernemental régional d'irrigation agricole qui cible 462 174 hectares de terres, actuellement en cours de conception. Un programme essentiel pour relever le défi de la sécurité alimentaire de la région et fournir un fourrage adéquat pour le bétail.

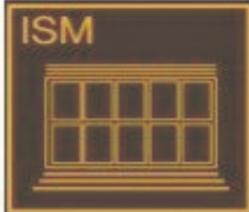
Le projet prévoit notamment la construction de 157 kilomètres de ligne de transmission à double circuit de 400 kilovolts et de sous-stations associées à Harar, Jijiga et Fafem. Ces réalisations vont augmenter la capacité de transfert d'électricité dans la partie orientale de l'Éthiopie. Le projet servira également de point de départ pour la future interconnexion électrique avec la République fédérale de Somalie et contribuera à l'Initiative régionale de la Corne de l'Afrique, en aidant à lutter contre les facteurs de fragilité et de conflit et à faciliter l'intégration économique et le commerce régional.

Au nombre des autres bénéficiaires figurent les opérateurs commerciaux et les industriels. Le projet bénéficiera à 200 étudiants (dont 40 % de filles) qui obtiendront chacun un stage de six mois pendant la phase de construction. En outre, le projet offrira des bourses à trente étudiants (50 % de filles) pour suivre des formations diplômantes et artisanales dans le secteur de l'énergie.

Rappelons qu'un accord a été signé en juin 2021 entre la Banque et le gouvernement de Corée pour mettre en place ce fonds qui a pour objectif principal de contribuer au développement économique et social durable et de promouvoir la coopération économique dans les pays africains.

Yvette Reine Nzaba

L'initiative a été lancée en 2006. Elle vise à promouvoir un dialogue politique de haut niveau sur la coopération entre la Corée et l'Afrique. Elle a, depuis, évolué pour devenir un rassemblement biennal.



Tracez votre voie vers l'Excellence !



SÉNÉGAL

Intégrez le

Groupe ISM

Présentiel ou Online

Licence

MBA/Master



Management



Droit



Ingénierie - Digital



Science Politique

www.groupeism.sn (+221) 76 224 19 40

SOUDAN

Khartoum menace de s'en passer de l'UA pour arrêter la guerre

Après quatre mois de siège à Khartoum, le général Abdel Fattah al-Burhan multiplie depuis fin août les déplacements à l'étranger pour tenter de s'imposer sur la scène diplomatique mondiale en cas de négociations de paix. C'est dans ce climat qu'il s'est emporté contre l'Union africaine, disant pouvoir se passer de son aide dans le conflit qui oppose l'armée aux paramilitaires, après la rencontre entre le président de la Commission de l'organisation continentale, Moussa Faki Mahamat, et le conseiller politique des Forces de soutien rapide (FSR), Youssef Ezzat.

Depuis le 15 avril, une guerre oppose l'armée et les FSR du général Mohamed Hamdane Daglo, et les multiples tentatives internationales de médiation ont échoué. L'UA, qui souhaite résoudre ce conflit à du mal à le faire parce que les relations deviennent de plus en plus tendues entre elle et les autorités gouvernementales soudanaises, poussant l'actuel président du Conseil de souveraineté, Abdel Fattah al-Burhan, qui dirige le pays d'affirmer ouvertement « ne pas avoir besoin de l'aide » de l'UA si elle ne changeait pas d'approche.

Le ministère des Affaires étrangères soudanais a également réagi, qualifiant la rencontre Moussa Faki Mahamat-Youssef Ezzat de « précédent dangereux ». L'organisation panafricaine, a-t-il ajouté, « ne devrait pas accorder de place à des mouvements rebelles ou des milices terroristes ». Il se référait aux FSR

que le général Abdel Fattah al-Burhan a dissoutes.

Répondant aux critiques des dirigeants soudanais, la Commission de l'UA a affirmé dans un communiqué son engagement à dialoguer « avec l'ensemble des parties », une « approche identique » à celle adoptée par les autres acteurs internationaux ayant tenté des médiations, et qui n'a pas suscité de « réserves » de la part des acteurs soudanais.

Outre l'UA, le chef de l'armée soudanaise s'en est pris au bloc régional de l'Afrique de l'Est (Igad), après que le ministère des Affaires étrangères a reproché au Kenya, qui préside l'organisation, de soutenir les FSR. Les tensions entre le Soudan et l'organisation régionale sur cette affaire remontent au mois de juillet lorsque l'armée avait boycotté des pourparlers de paix organisés à Addis-Abeba, en Ethiopie, par l'Igad.

Depuis lors, Khartoum réaf-

firme son refus de coopérer avec le comité mis en place par l'Igad pour tenter de mettre fin à la guerre, exigeant un changement de présidence de ce comité. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères a assuré que « si l'Igad ne répond pas à notre demande de changement de présidence (...) le gouvernement soudanais réexaminera la pertinence de sa participation à l'organisation ».

Appels à négocier un accord de paix

Pour tenter d'asseoir sa légitimité après cinq mois de guerre contre les paramilitaires, le général Abdel Fattah al-Burhan a effectué une tournée régionale en Egypte, au Soudan du Sud, au Qatar et en Erythrée. Partout où il est passé, le dirigeant soudanais a évoqué « la situation au Soudan et les défis rencontrés » avec les présidents égyptien, Abdel Fattah

Al-Sissi, sud-soudanais Salva Kiir, érythréen Isaias Afwerki et l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al-Thani. Tous ont demandé l'arrêt des combats et souhaité que toutes les forces politiques soudanaises négocient un accord global et une paix durable.

Si le dirigeant soudanais a multiplié des visites au Qatar depuis le début de la guerre, deux autres pays du Golfe sont à la manœuvre. D'un côté, l'Arabie saoudite s'est érigée en médiatrice aux côtés des Etats-Unis, n'obtenant finalement qu'une série de trêves qui n'ont pas duré. De l'autre, les Emirats arabes unis soutiennent le général Mohamed Hamdane Daglo qui tient une bonne part des mines d'or du Soudan. Abou Dhabi est le premier acheteur d'or du pays. Les rumeurs de négociations pour une sortie de crise se multiplient ces derniers temps. Ce qui n'a pas empêché les Etats-Unis d'annon-

cer des sanctions visant des responsables des FSR dont le frère de leur dirigeant, tout en débloquent une nouvelle aide humanitaire pour ce pays ravagé par la guerre. Celle-ci a déjà fait près de 7.500 morts, selon l'ONG Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled).

Les sanctions visent notamment Abdelrahim Hamdane Daglo, frère du dirigeant des paramilitaires, le général Mohamed Hamdane Daglo, dont les forces sont accusées d'avoir commis des violations des droits de l'Homme et abus y compris des violences sexuelles en particulier au Darfour, une région de l'ouest du Soudan, selon un communiqué du département du Trésor. Est également visé le commandant des FSR au Darfour-Ouest, le général Abdul Rahman Juma, pour son implication dans des atrocités commises par ses forces dans cette région.

Nestor N'Gampoula

L'émissaire de l'ONU annonce sa démission

L'émissaire de l'ONU au Soudan, l'Allemand Volker Perthes, a annoncé, le 13 septembre, avoir remis sa démission, mettant en garde contre le risque de « guerre civile » dans ce pays ravagé par un conflit armé.

« Je remercie le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres pour cette opportunité et pour la confiance qu'il m'a accordée, mais je lui ai demandé de me relever de cette fonction », a déclaré Volker Perthes devant le Conseil de sécurité.

Volker Perthes a livré un rapport accablant au Conseil, renvoyant dos à dos les deux parties au conflit, l'armée soudanaise et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR). « Ce qui a commencé comme un conflit entre deux formations militaires pourrait se transformer en une véritable guerre civile », a-t-il affirmé, en soulignant que « les combats ne montrent aucun signe d'apaisement et aucune des deux parties ne semble proche d'une victoire militaire décisive ».

Volker Perthes était l'émissaire de l'ONU au Soudan depuis deux ans et demi et à la tête de la mission de l'ONU, la Minuats, créée en juin 2020 pour soutenir la transition démocratique au Soudan après la chute, l'année précédente, d'Omar el-Béchir. Il était devenu la bête noire de l'armée soudanaise qui réclamait son limogeage.



Volker Perthes délivrant son message/DR

« Je remercie le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres pour cette opportunité et pour la confiance qu'il m'a accordée, mais je lui ai demandé de me relever de cette fonction »

Le général Abdel Fattah al-Burhan avait réclamé son limogeage en juin dernier, lui faisant porter la responsabilité de la guerre qui a éclaté mi-avril avec les paramilitaires du général Mohamed Hamdane Daglo. Le gouvernement soudanais avait menacé de demander le départ de la mission politique de l'ONU au Soudan si Volker Perthes restait à son poste, et le considérait comme persona non grata au Soudan. Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé début juin de seulement six mois la mission politique des Nations unies au Soudan.

Intervenant lors du débat, l'ambassadrice des Etats-Unis, Linda Thomas-Greenfield, a dit « regretter » son départ et jugé les menaces du Soudan « inacceptables ». « Aucun pays ne devrait être autorisé à menacer la capacité de ce Conseil à poursuivre ses responsabilités en matière de paix et sécurité », a-t-elle dit.

Dans son rapport, Volker Perthes a appelé « à faire comprendre aux belligérants qu'ils ne peuvent agir en toute impunité et qu'ils devront répondre des crimes commis ». « Les responsabilités ne font guère de

doute », a-t-il ajouté en dénonçant « les bombardements aériens aveugles » menés par l'armée soudanaise.

« La plupart des violences sexuelles, des pillages et des meurtres ont lieu dans les zones contrôlées par les FSR », a-t-il encore constaté, tandis que « les deux parties arrêtent, détiennent et même torturent arbitrairement des civils, et des exécutions extrajudiciaires ont été signalées ».

Selon des chiffres qu'il a cités, quelque 5000 personnes ont été tuées depuis le début du conflit le 15 avril et plus de 12 000 blessés, des chiffres, selon lui, bien en deçà de la réalité. Récemment, au moins quarante personnes ont encore été tuées à Nyala, chef-lieu du Darfour-Sud, dans des raids aériens de l'armée, ont indiqué une source médicale et des témoins.

Les multiples tentatives internationales de médiation du conflit ont jusqu'ici échoué à établir une trêve durable. Les combats, qui ont fait près de cinq millions de déplacés et de réfugiés, ont aggravé la crise humanitaire dans le pays.

Yvette Reine Nzaba

G77 ET CHINE

La Havane accueille le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Groupe des 77 plus la Chine se tiendra, du 15 au 16 septembre, à La Havane sur le thème « Défis actuels du développement : rôle de la science, la technologie et de l'innovation », a-t-on appris d'un communiqué de l'ambassade de Cuba à Brazzaville.

La rencontre permettra d'évaluer et de débattre des principaux défis et des questions centrales du développement des pays du Sud et de la contribution de la science, de la technologie et de l'innovation au développement durable. Président du groupe des 77 plus la Chine, Cuba estime que la présence des pays au plus haut niveau donnerait à l'évènement « une grande signification et représentativité et contribuera à renforcer la voix du groupe dans le contexte actuel et face aux processus pertinents, tels que le sommet des Objectifs de développement durable et le sommet du futur », précisé le communiqué.

Les enjeux

Selon l'île de Cuba, plusieurs problématiques constituent des obstacles déterminants au

progrès des peuples. Il s'agit, entre autres, de l'ordre économique international injuste actuel et l'architecture financière mondiale non démocratique ; l'augmentation spectaculaire et simultanée de l'extrême richesse et de la pauvreté, le fardeau croissant de la dette extérieure ; la fragilité des systèmes de santé et d'éduca-

effets néfastes du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

« Au milieu de ce scénario international complexe, les pays en développement continuent de s'engager à faire progresser leurs priorités nationales de développement, dans lesquelles la science, la technologie et

tefois, l'accès y est interdit à une grande partie de l'humanité, soumise à une lutte perpétuelle pour sa survie. Pour changer ce scénario, il faudrait construire un monde plus juste, démocratique et inclusif, privilégiant la solidarité et la coopération internationales, que les participants à ce sommet tenteront d'œuvrer pour

veloppement et le respect des engagements internationaux en matière d'aide publique au développement et de transfert de technologie. « Parallèlement, des échanges au sein du groupe sont nécessaires pour identifier les points de convergence et les initiatives qui contribuent à la complémentarité entre les pays du Sud. Le sommet constitue une opportunité d'œuvrer ensemble pour l'unité, la cohésion et l'action décisive des pays du Sud, indispensables pour faire face aux défis présents et futurs. A la suite du Sommet de La Havane, une déclaration axée sur des actions pratiques sera adoptée. Son texte devrait être négocié au préalable par le Groupe des 77 et la Chine à New York », conclut le communiqué.

Parfait Wilfried Douniama

« Au milieu de ce scénario international complexe, les pays en développement continuent de s'engager à faire progresser leurs priorités nationales de développement, dans lesquelles la science, la technologie et l'innovation constituent des outils essentiels »

tion, l'application des mesures coercitives unilatérales. A cela s'ajoutent les tensions et conflits géopolitiques ; l'insécurité alimentaire et énergétique ; volatilité du marché ; la fracture numérique ainsi que les

l'innovation constituent des outils essentiels », poursuit le communiqué.

Le progrès scientifique et technique est essentiel, souligne Cuba, pour parvenir au développement durable. Tou-

son renforcement.

Le G77 et la Chine, ce sera également une occasion propice pour mener un plaidoyer en faveur de la matérialisation des « revendications légitimes et historiques » du monde en dé-

COOPÉRATION

La Corée du Sud promet 6 milliards de dollars d'investissements en Afrique

La 7e conférence ministérielle de la Coopération économique Corée-Afrique (Koafec) s'est ouverte, le 13 septembre à Busan, la deuxième plus grande ville de Corée, avec un appel fort en faveur de ressources supplémentaires pour soutenir les pays africains dans leurs efforts pour atteindre l'accès universel à l'énergie.

Le groupe de la Banque africaine de développement et le ministère de l'Économie et des Finances de la République de Corée organisent conjointement cette conférence de trois jours sur le thème « Embrasser un avenir durable : transition énergétique juste et transformation agricole en Afrique ». Un thème qui englobe ces deux priorités de développement essentielles pour l'Afrique.

Trente-trois ministres des Finances, des ambassadeurs, des responsables d'institutions panafricaines et d'ONG africains, ainsi que des dirigeants d'entreprises et du secteur privé coréen participent à la réunion.

Dans son allocution d'ouverture, le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a exhorté les participants à saisir l'occasion offerte par la conférence pour galvaniser le soutien en faveur de plusieurs objectifs : réaliser l'accès universel à l'énergie en Afrique, faire progresser une transition énergétique juste et transformer le continent africain en grenier à

blé du monde.

« Pour ce faire, des ressources supplémentaires seront nécessaires », a insisté Akinwumi Adesina. Il a déclaré que la réaffectation prévue des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international à la Banque africaine de développement était la clé pour attirer des ressources supplémentaires afin de développer l'Afrique.

Par ailleurs, le président de la Banque africaine de développement a exhorté la Corée du Sud à se joindre aux autres

pays qui ont exprimé un vif intérêt pour la réaffectation des DTS au groupe de la Banque africaine de développement. « Cela changera la donne pour le développement de l'Afrique », a assuré Adesina.

De son côté, le vice-Premier ministre coréen de l'Économie et des Finances, Kyungho Choo, a souligné le rôle crucial que la Corée et l'Afrique doivent jouer. Il a ainsi évoqué l'avantage de la Corée dans le domaine de l'industrie de pointe et des technologies innovantes. Il a également sou-

ligné les nombreuses opportunités qu'offre l'Afrique en tant que futur marché et base industrielle du monde, avec une population jeune et dynamique.

« Ensemble, nos deux mondes peuvent devenir le roc le plus solide de la solidarité », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité pour l'Afrique et la Corée de renforcer leur coopération. Kyungho Choo a résumé les domaines prioritaires de l'aide coréenne à l'Afrique par l'acronyme « ABC » : agriculture, bio-santé, changement climatique

et transition énergétique. Il a ajouté que la Corée prévoyait également d'augmenter de manière significative son aide publique au développement.

« En coopération avec la Banque africaine de développement, la Corée a soutenu des projets énergétiques pour le développement durable de l'Afrique. Nous nous efforçons également de soutenir la croissance de l'Afrique, comme le soulignent les priorités de développement, les High 5 de la Banque africaine de développement. En tant que véritable partenaire, la Corée continuera à soutenir le développement de l'Afrique. »

Il a été relevé que la Corée du Sud a toujours soutenu le Groupe de la Banque africaine de développement. Le pays a activement participé à l'augmentation générale du capital de la Banque en 2019. La Corée s'est également engagée à verser 105 millions de dollars pour la 16e reconstitution des ressources du Fonds africain de développement, le montant le plus élevé jamais promis au Fonds.

Yvette Reine Nzaba

« En coopération avec la Banque africaine de développement, la Corée a soutenu des projets énergétiques pour le développement durable de l'Afrique. Nous nous efforçons également de soutenir la croissance de l'Afrique, comme le soulignent les priorités de développement, les High 5 de la Banque africaine de développement. En tant que véritable partenaire, la Corée continuera à soutenir le développement de l'Afrique. »

AVIATION CIVILE

Le gouvernement appelé à relancer le trafic de Congo Airways

L'exhortation de l'ASBL Justicia est motivée par le souci de permettre à la compagnie aérienne nationale d'assurer les déplacements des candidats lors la campagne électorale ainsi que le déploiement des matériels électoraux pour les scrutins attendus au mois de décembre.

L'organisation de promotion et de protection des droits humains, du droit humanitaire et de développement basée en République démocratique du Congo (RDC), Justicia ASBL, a réagi à l'annonce de suspension momentanée des activités de la compagnie aérienne nationale, Congo Airways, pour l'entretien de ses outils d'exploitation. Affirmant avoir appris, non sans surprise, cette décision qui a pris effet à dater du 11 septembre 2023, cette ONG dit craindre, qu'en plus du fait que cette suspension momentanée des opérations de Congo Airways impacte certainement sur la liberté de déplacement de la population à l'intérieur du pays par l'insuffisance manifeste des compagnies d'aviation, la campagne électorale initialement prévue pour le mois de novembre 2023 ainsi que le déploiement des kits et matériels électoraux connaissent aussi des véritables perturbations.

Cette association rappelle, par ailleurs, que l'Inspection générale des finances (IGF) a, dans un rapport d'audit datant de mai 2022 sur cette entreprise du portefeuille, révélé que plu-

sieurs paiements en millions de dollars américains non justifiés, de détournement des fonds ou encore de règlement de facture en violation des procédures de marché public et autres faits de mauvaise gestion à la charge du comité de gestion n'ont jamais fait l'objet de poursuite judiciaire.

Eviter que les acteurs politiques ne soient privés des moyens de déplacement

Dans une perspective électorale, Justicia ASBL dit estimer que le gouvernement congolais devrait tout mettre en œuvre pour éviter que les acteurs politiques, surtout ceux de l'opposition, ne soient délibérément privés des moyens de déplacement pendant la prochaine campagne électorale. « Les autorités congolaises devraient également assurer des facilitations aux candidats qui



Un avion de Congo Airways DR

désirent notamment louer les services des compagnies d'aviation privées nationales ou étrangères afin de pallier à la carence de la compagnie d'aviation nationale dont la flotte aérienne est largement insuffisante », a souligné cette

organisation.

Cette dernière exhorte le gouvernement congolais et à la Commission électorale nationale indépendante à mettre en place un plan d'urgence de déploiement des kits et matériels électoraux tenant compte de

la suspension des activités de Congo Airways dont la durée reste inconnue. L'ONG assure, par ailleurs, de continuer à surveiller le processus électoral ainsi que les tentatives de privation des libertés des mouvements et de déplacement à l'intérieur du pays dont sont victimes certains acteurs politiques, à l'instar des pseudo travaux de réhabilitation de la piste de l'aérodrome de Kongolo alors que l'opposant politique Moïse Katumbi devrait s'y rendre en tournée de redynamisation de son parti.

Lucien Dianzenza

« Les autorités congolaises devraient également assurer des facilitations aux candidats qui désirent notamment louer les services des compagnies d'aviation privées nationales ou étrangères afin de pallier à la carence de la compagnie d'aviation nationale dont la flotte aérienne est largement insuffisante »

JUSTICE

Les kidnappeurs transférés à la prison militaire de Ndolo

Les ravisseurs ont quitté la prison centrale de Makala après la publication d'une vidéo dans laquelle il est fait état du pillage de leurs chambres et les attaques contre leurs personnes perpétrés par des inconnus.

Dans un communiqué du 13 septembre, la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) a indiqué que les kidnappeurs, auteurs de la vidéo partagée depuis le 9 septembre sur les réseaux sociaux à partir du pavillon 8 de la prison centrale de Makala, ont été transférés, le 10 septembre, à la prison militaire de Ndolo. « Ils sont au nombre de trente et une personnes, y compris les neuf autres en provenance de Lubumbashi », a souligné cette ONG de défense des droits de l'homme. Et de noter que les quatre femmes qui faisaient partie de ce groupe condamné il y a près de deux mois sont restées à la prison centrale de Makala.

La FBCP a également profité de cette occasion pour rassurer l'opinion que la prison centrale de Makala n'a enregistré,

jusqu'à ce jour, aucune évasion des personnes condamnées dans le dossier de kidnapping perpétré à Kinshasa. Citant les informations à sa possession, cette association a également noté que les prisonniers dangereux condamnés à la peine de mort sont détenus au pavillon 8 B. Ils seraient, selon cette ONG, sous surveillance des services de sécurité civile et militaire. « Toutes les visites sont interdites sauf les familles avec des consignes très strictes de fouiller tous leurs visiteurs et décliner leurs identités », a souligné la FBCP.

Une fouille dans les chambres des kidnappeurs incarcérés

La FBCP a aussi renseigné que les autorités des services pénitentiaires ont été informées de la détention, par les

kidnappeurs incarcérés, des appareils de communication mobile dont les téléphones. C'est donc, à en croire cette ONG, la motivation de la fouille qui avait été opérée dans leurs chambres respectives. « Elles ont récupéré un appareil téléphonique mais ces kidnappeurs incarcérés ont réussi à cacher un autre appareil qui avait servi à faire cette vidéo devenu virale sur le Net », a indiqué la FBCP, qui a souligné qu'aucun membre de cette bande des malfrats n'est décédé en prison.

Des bruits visant à attirer l'attention des autorités

Citant certains prisonniers et détenus préventifs contactés au pavillon 8 de la prison centrale de Makala, la FBCP note que sa délégation a appris que cette vidéo partagée dans les

réseaux sociaux avait comme objectif d'attirer l'attention des autorités judiciaires et l'opinion internationale afin qu'un autre procès soit ouvert pour la bande « KabaKaba » et autre « Big Boy ». « Ils ont même cité le nom de l'ancien commandant de la police provinciale de Kinshasa, le général Sylvano Kasongo, comme le principal instigateur de l'affaire du kidnapping », a relevé cette association de défense des droits de l'homme. Et l'ONG affirme avoir approché un des collaborateurs du général cité, qui, démentant ces allégations, a rappelé que ce sont les services de l'ancien commandant de la police de la capitale qui avaient mis la main sur cette bande de malfrats. « S'il était en complicité avec ces criminels, il les aurait protégés. Ce sont

des criminels, ils doivent subir la rigueur de la loi pour les crimes commis contre la population congolaise », aurait indiqué un proche du général Kasongo dont la FBCP a tait le nom. Craignant que cet épisode pousse les autorités à intensifier l'interdiction du téléphone à la prison centrale de Makala, la FBCP note que les téléphones, bien qu'interdits, aident les prisonniers et d'autres détenus préventifs pour leur survie quotidienne parce qu'ils leur permettent d'atteindre leurs familles et de poser les problèmes à résoudre par ces dernières, « étant donné que l'Etat congolais ne dispose pas des moyens matériels, financiers, sanitaires, etc. pour la prise en charge de ces prisonniers et détenus préventifs ».

L.D.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Ouverture de l'atelier de renforcement des capacités du personnel de Goma

Durant trois jours du 14 au 16 septembre, les agents et cadres de l'administration provinciale de l'Aménagement du territoire à Goma dans la province du Nord-Kivu sont à l'école de sensibilisation et vulgarisation de différents outils produits dans le cadre du programme de la réforme de l'aménagement du territoire.

L'atelier organisé par le ministère de l'Aménagement du territoire grâce à l'appui du Pnud s'inscrit dans le cadre des missions d'itinérance du secrétaire général à l'Aménagement du territoire, Dieudonné Menzu, qui conduit simultanément à Bukavu au Sud-Kivu une forte délégation de son administration.

Trois temps forts ont marqué l'ouverture de cet atelier. Premier à prendre la parole du haut de la tribune de l'hôtel Congo Uni, le chef de division provinciale de l'Aménagement du territoire / Goma Haroun Bin Morisho. Il a exhorté les participants à prêter attention pendant les trois jours prévus du déroulement dudit atelier qui vise à brosser un état des lieux de la division provinciale de l'Aménagement du territoire du Nord-Kivu au regard des conditions précaires dans lesquelles elle travaille ; évaluer la collaboration de la division provinciale et les différents services provinciaux sectoriels, informer les cadres et agents de la division provinciale des avancées du programme de la réforme de l'Aménagement du territoire ; vulgariser le cadre



Des orateurs lors de l'ouverture de l'atelier/DR

et structures organiques du Secrétariat général de l'Aménagement du territoire.

Pour sa part, parlant au nom du Secrétaire général à l'Aménagement du territoire, le chef de projet à la cellule d'appui technique de la réforme de l'Aménagement du territoire, Pr Kabata Kbamba a rappelé l'intérêt que le ministre de tutelle, Me Guy Loando Mboyo, accorde à ces missions d'itinérance appuyées par le Pnud pour permettre au patron de son administration de s'imprégner du fonctionnement des divisions provinciales et, surtout, s'assurer

que les problèmes qui se posent sont réellement pris en compte pour être transmis à la hiérarchie au niveau nationale et discuter avec les autorités provinciales. « Ces tournées s'inscrivent dans le cadre de l'engagement pris par l'administration à assurer une visibilité de l'action de l'Aménagement du territoire en provinces, à s'imprégner des problèmes et s'assurer que le nouveau cadre et structures organiques sont mieux connus par les agents et cadres au niveau de la base », a souligné le Pr Kabata Kbamba.

Le conseiller du gouverneur du Nord-Kivu chargé de l'Aménagement du territoire, Me Achille Kaluane, qui a ouvert ces assises a indiqué que « cet atelier arrive à point nommé au moment où le gouvernement de la République sous la houlette du chef de l'Etat s'active à parachever le processus de la réforme de l'Aménagement du territoire initié depuis 2015 ». Il s'est dit fier des avancées significatives enregistrées dans le cadre de la réforme qui ont abouti à l'adoption de la Politique nationale d'aménagement du territoire

adoptée en conseil des ministres le 3 juillet 2020, l'adoption de la loi transmise au Parlement pour examen et adoption, la validation du guide méthodologique de zonage participatif des terroirs villageois, la validation du rapport des diagnostics sectoriels et spatiaux pour l'élaboration du Schéma national d'aménagement du territoire et du guide méthodologique, et enfin de la validation du cadre et structures organiques de Secrétariat général à l'Aménagement du territoire. La clôture de cet atelier interviendra le 16 septembre.

Blandine Lusimana

INFRASTRUCTURES

Alexis Gisaro inspecte les différents chantiers de Kinshasa

Les travaux de construction de la route Nzolana, lancés depuis près d'une année, et du centre culturel et artistique des pays de l'Afrique centrale situé en face du Palais du peuple évoluent avec satisfaction. C'est le constat fait par le ministre d'Etat, ministre des Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro Muvunyi, à l'issue d'une récente visite d'inspection de ces chantiers dans l'objectif de se rendre compte de l'évolution des travaux.

Longue de 8,4 km, la route Nzolana qui relie plusieurs communes de la ville de Kinshasa, notamment celles de Ngaliema et Mont-Ngafula, est d'une importance capitale car, en croire le ministre d'Etat, sa construction entraînera le désenclavement de plusieurs quartiers.

Le patron des infrastructures en République démocratique du Congo s'est dit très heureux de la rapidité avec laquelle ce projet, exécuté par l'entreprise chinoise « CREC-8 » dans le cadre du programme sino-congolais, est en train d'être fait. « Il convient de rappeler que le projet de la route Nzolana est un projet qui date. C'est un projet qui est réalisé dans le cadre du programme sino-congolais. Il s'agit d'un projet d'une route de ± 8,4 km, qui va relier et désenclaver certains quartiers de la grande commune de Ngaliema, essentiellement : Kimbwala, Malweka, Sanga-Mamba et Bumba. On partira du rond-point Pompage jusqu'à l'avenue Marine », a déclaré Alexis Gisaro. Et de poursuivre : « Aujourd'hui, nous sommes ici en visite de chantier. Nous voulons connaître l'avancement de ce projet. C'est au mois de novembre de l'année dernière que nous sommes venus ici pour lancer les travaux. Une année après, nous pouvons retenir qu'il y a beaucoup de choses qui ont été réalisées. Nous sommes



Centre culturel et artistique des pays de l'Afrique centrale/DR

pratiquement aujourd'hui à un taux d'exécution de l'ordre de 50% par rapport au projet global ».

Toutefois, le patron des Infrastructures a reconnu que le projet de construction de la route Nzolana a été conçu pour être livré au mois de mai 202. « Mais en échangeant avec l'Agence congolaise de Grands Travaux, représentée ici par son DG et DGA ainsi que l'exécutant des travaux, CREC-8, nous pensons, au terme de ceux-ci, que la durée du projet sera réduite de cinq mois. Donc, d'ici le mois de décembre, si l'agenda du chef de l'Etat le permet, il pourra

venir inaugurer cette route, comme il l'a fait à Kindele », a-t-il rassuré.

Outre la vitesse d'exécution, le ministre d'Etat aux infrastructures s'est dit impressionné aussi par l'assainissement car, a-t-il rappelé, l'un de grands problèmes dans ce site, plus particulièrement dans la commune de Ngaliema et celle de Mont-Ngafula, ce sont les érosions car le projet a été conçu pour pallier ce problème en procédant au drainage des eaux qui proviennent de l'UPN à la rivière lukunga. Dans la même optique, Alexis Gisaro a tenu à féliciter la population de ce coin de la capitale

pour avoir adopté le projet en acceptant les expropriations.

Visite du centre culturel et artistique des pays de l'Afrique centrale

D'une commune à une autre, le ministre d'Etat s'est rendu au centre culturel et artistique des pays de l'Afrique centrale situé en face du palais du peuple. Ici des ouvriers de l'entreprise chinoise Beijing Urban Construction Group Co, Ltd travaillent d'arrache-pied afin de rendre cet ouvrage à la fin du mois de décembre de cette année. Optimiste,

Alexis Gisaro a salué le taux d'exécution des travaux qui, selon lui, est évalué à près de 85%. « Nous restons optimistes quant à l'achèvement des travaux dans le délai prévu, c'est-à-dire à la fin du mois de décembre. Des différentes visites que nous avons effectuées sur le chantier, nous avons remarqué que le planning était respecté. Et, aujourd'hui encore, nous sommes à trois mois et demi de l'achèvement des travaux et nous sommes au taux d'exécution de pratiquement 85%. Ce qui nous laisse certifier que le délai sera respecté », a-t-il signifié.

Face à quelques défis d'ordres techniques, administratifs et autres qui restent à exécuter, le patron des Infrastructures congolaises a signalé des séances de travail entre l'entreprise chinoise et les experts du ministère des Infrastructures et Travaux publics. Précisons que cet ouvrage est construit selon les normes internationales contenant notamment des salles des spectacles à portée internationale d'une capacité de deux cents à huit cents places. Dans l'enceinte, un bâtiment est également réservé à l'Institut national des arts. Le ministre d'Etat, ministre des ITP a promis de revenir à la fin du mois d'octobre prochain pour s'imprégner de l'état d'avancement des travaux.

B.L.

MUSIQUE

Neddy Adona met sur le marché son single « Petite dose»

Le jeune artiste Neddy Adonna, de son vrai nom Neddy Masamba Maboko, sort un single intitulé « Petite dose ». Un travail d'orfèvre.

Quatorze ans ont passé depuis son dernier album, «Arme Fatale», un album primé au Tam-Tam d'or 2009. Quatorze ans durant lesquels il a travaillé sur son album à venir, duquel est extrait l'actuel single « Petite dose». Tout dans ce morceau ainsi que dans la réalisation du clip qui l'accompagne est ciselé.

Neddy Adonna aime prendre le temps de la création. Il écrit, il com-

pose, il répète. Entre cette phase et l'enregistrement, il peut s'écouler des années. Se remettre en cause, en permanence, est ce qui le caractérise au plus point. « Je ne suis jamais sûr de rien, donc je prends mon temps », justifie celui qui s'apprête à effectuer une tournée dans son pays d'origine, le Congo-Brazzaville.

Natif de Pointe-Noire, il a baigné tôt dans le son,

alors que rien ne l'y prédisposait. La rumba, c'est ce qui l'inspire et le transpose d'aise. L'une de ses raisons d'être. De fait, pas une journée ne passe sans écouter ceux qu'il appelle les « grands », Youlou Mabiala, Michel Boyibanda, Cosmos Mouantouari, Angelou Chevauchet, Julien Cladia et, surtout, Rapha Boundzéki ; c'est d'eux que le déclic est venu. « En matière de musique je suis certes autodidacte, mais j'ai eu des maîtres à chanter. Ses voix sont une immense source d'inspiration », reconnaît Neddy Adona.

« Petite dose», poésie de l'artiste à l'intention d'une femme à l'homme qu'elle aime, regorge d'intonations des monuments du Congo.

Marie Alfred Ngoma

« En matière de musique je suis certes autodidacte, mais j'ai eu des maîtres à chanter. Ses voix sont une immense source d'inspiration »



FESTIVAL DU CINÉMA AU FÉMININ

Clap d'ouverture ce dimanche au Palais du peuple

La salle de spectacle servira de cadre au lancement de la septième édition, le 17 septembre, à 17h00. Elle se tiendra du 17 au 22 septembre essentiellement au Centre Wallonie-Bruxelles (CWB) et à la Place commerciale de la 7^e rue à Limete.

L'intégrale programmation de la septième édition dévoilée lors de la conférence de presse tenue le 12 septembre au Centre Wallonie-Bruxelles a présenté le Cinef comme un cadre idéal de partage et de rencontre autour de la pratique cinématographique. Le Festival du cinéma au féminin (Cinef) a choisi de faire participer les plus jeunes à côté des grands cinéphiles en organisant une programmation spéciale dédiée au milieu scolaire. Clarisse Muvuba a, à cet effet, indiqué que des projections sont prévues toutes les matinées dès le lendemain de l'ouverture. Des écoles de la ville y conduiront leurs élèves du lundi 18 au jeudi 21 septembre au Centre Wallonie-Bruxelles. Les projections qui sont, somme toute, pour tout public sont toutes programmées à 10h00 dans la salle de spectacle, a précisé la coordonnatrice du Cinef.

Les dames pratiquant le septième art, puisque le Cinef est un festival exclusivement dédié à la femme cinéaste, seront au centre de deux rencontres professionnelles dénommées « Cinef expérience ». La première se tiendra, le 19 septembre, à partir de 9h00 dans la salle



d'exposition du Centre Wallonie-Bruxelles. Elles y discuteront sans langue de bois sur le « Développement intégral de la femme cinéaste ». Ce, dans

l'esprit de contribuer à trouver les pistes menant à « L'industrialisation du cinéma congolais » comme souhaité à travers le thème mis en exergue cette année.

Des ateliers à Limete

Le milieu universitaire est également sollicité par Cinef qui l'a intégré dans l'une de ses deux rencontres professionnelles. Ainsi, les étudiants en arts et communication sont conviés à la seconde « Cinef expérience ». Une grande entrevue des invitées de cette édition avec la presse le 20 septembre. L'occasion est offerte aux productrices et cinéastes d'échanger avec les médias locaux autour de leurs expériences et films inscrits en compétition au festival. Ce rendez-vous aura pour cadre le Balcon du Centre Wallonie-Bruxelles dès 11h00. Mais il y a aussi le « Business cinema corner » qui prévoit une mise en réseau des producteurs, réalisateurs, directeurs de marketing de sociétés commerciales de la place et responsables de télévisions sur le placement des produits, les films. Le Cinef espère de la sorte trouver le meilleur compromis pour assurer une meilleure présence du cinéma congolais sur les chaînes locales. Elle se tiendra le jeudi 21 septembre de 15h30-17h30 dans la Salle d'exposition du Centre Wallonie-Bruxelles. Comme à son habitude, le Cinef ne fera pas l'impasse sur ses

projections en plein organisées en soirées à la Place commerciale de la 7^e rue à Limete. Destinées au grand public, elles débuteront à 18h00 du lundi 18 au jeudi 21 septembre. Mais avant ces soirées cinéma auxquelles sont habituées maintenant les habitants du voisinage depuis le début du Cinef il y a sept ans, le lieu sera déjà ouvert au public. Clarisse Muviuba a précisé qu'il est prévu diverses activités. L'ouverture des stands est prévue à 15h30. Sur la place s'y tiendront tous les jours, à dater du lundi, des ateliers sur les métiers connexes, maquillage artistique et photographie notamment. Le Cinef cible tout spécialement le jeune public encourageant les parents à y faire participer leur progéniture. Ce, dans l'idée de susciter leur intérêt dès le bas âge pour le cinéma et ses à-côtés. Porter les enfants à découvrir le milieu de plus près avec l'espoir de créer une génération de passionnés du septième art prêts à s'engager dans cette voie assez tôt. Cerise sur le gâteau, la nuit du Cinef, la fameuse soirée de clôture où interviendra la remise des prix aux lauréats, se tiendra au Chapiteau du GB le vendredi 22 septembre.

Nioni Masela

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

Les Diables noirs défient Muza FC ce week-end

Les Diablotins seront reçus, le 17 septembre, par le club zambien de Maestro United (Muza FC) en match aller du deuxième tour préliminaire de la Coupe africaine de la Confédération.



Les Diables noirs défieront Muza FC/Adiac aux allures d'une découverte. Jamais les deux formations ne se sont affrontées en compétition africaine. Les Diablotins doivent se montrer plus engagés et déterminés afin d'obtenir un résultat encourageant leur permettant d'aborder la manche retour, prévue pour le 29 septembre à Brazzaville, dans de bonnes dispositions. Le 17 septembre sera alors le premier match officiel des Diables noirs après la finale de la Coupe du Congo remportée, le 14 août,

Le seul représentant congolais resté en lice après l'élimination de l'AS Otohô en Ligue des champions rentre en compétition après avoir été exempté du premier tour préliminaire. Les compétitions interclubs de la Confédération africaine de football ont repris leur droit après les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations. Les Diables noirs savent très bien le pas le plus important pour assurer leur qualification à la phase de poules, qui commence par cette rencontre

face à l'AS Otohô contrairement à Muza FC, un adversaire à prendre très au sérieux puisqu'il a déjà les compétitions dans les jambes. Les Zambiens sont sortis vainqueurs de leur double confrontation contre Cano Academy de la Guinée équatoriale au tour précédent. Ils s'étaient imposés 3-0 à domicile après un score 1-1 au match aller. Cette équipe occupe également la troisième place du championnat zambien, après la 3e journée avec pour bilan une victoire et deux matches nuls. Les matches amicaux disputés par contre par les Diables noirs ont permis d'évaluer le niveau de l'équipe. Notons que c'est dans de circonstances identiques que Diables noirs avaient pu mettre fin à la malédiction qui les poursuivait en compétitions africaines. Cette équipe avait terminé troisième de son groupe, la saison dernière, avec l'ambition de se qualifier pour la phase de poules et d'aller le plus loin possible. Les premiers éléments de réponse ce 17 septembre en terre zambienne.

James Golden Eloué

ELIMINATOIRES CAN FÉMININE MAROC 2024

Le Congo entre en compétition face à la Guinée-Bissau

Les Diables rouges seniors dames vont affronter, le 18 septembre, à Bissau la sélection féminine de la Guinée-Bissau, pour le compte de la manche aller des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations qui se jouera au Maroc en 2024.

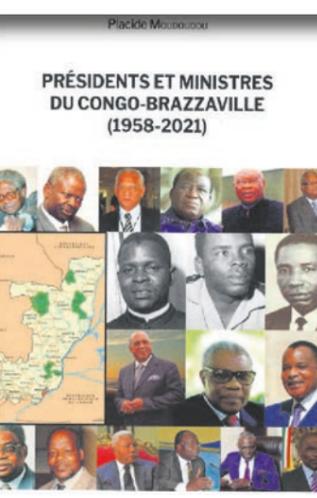
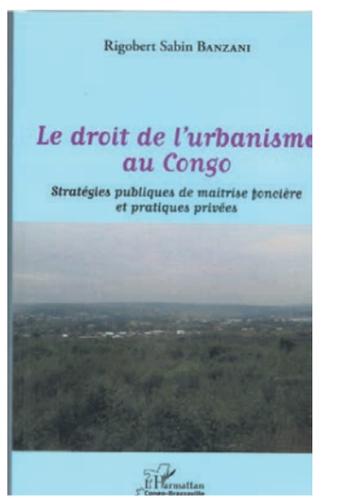
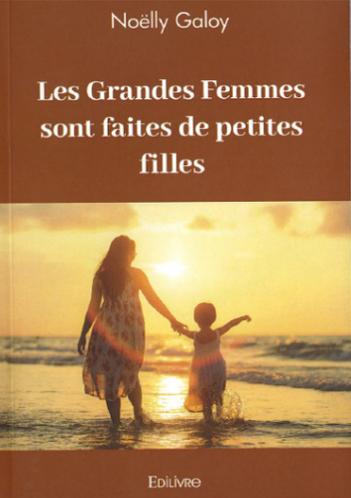
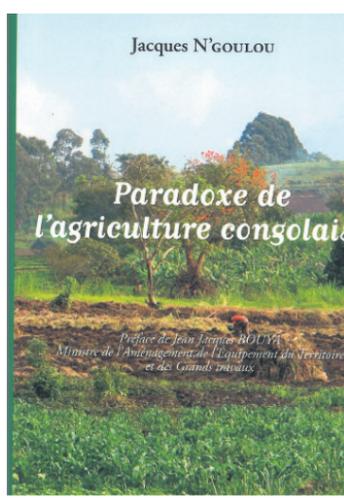
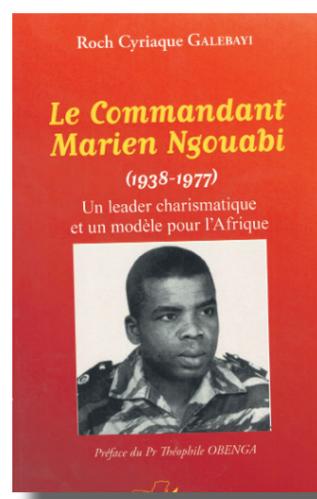
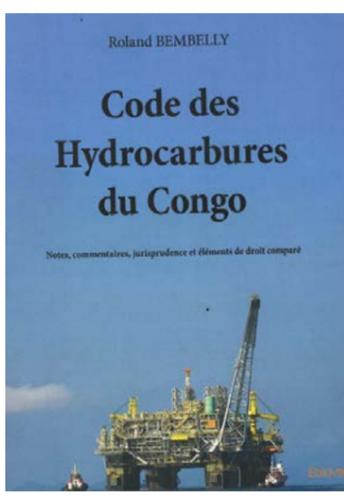
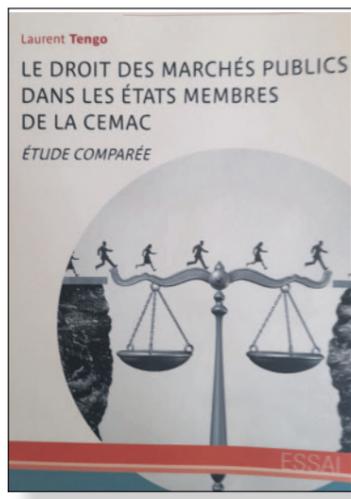


Les Diables rouges seniors dames à l'entraînement/Adiac

La délégation congolaise composée de seize joueuses a quitté Brazzaville le 14 septembre pour la capitale de la Guinée-Bissau. L'objectif est de faire un résultat encourageant à l'extérieur, en vue d'aborder la manche retour le 26 septembre, avec un avantage psychologique conséquent. Mais Berjona Mbemba n'a pas son groupe au complet. Les joueuses d'Epah-Ngamba disputent actuellement à Malabo, en Guinée équatoriale, au tournoi de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale qualificatif à la Ligue africaine féminine des championnes. Dédina Mabondzo et Aminata Dembelé, qui évoluent au Maroc, n'ont pas pu rejoindre le groupe pour cette manche aller. Elles seront, toutefois, à Brazzaville pour préparer la manche retour qui déterminera l'équipe qui affrontera le gagnant Tunisie-Niger au dernier tour qualificatif. Le Congo, 14e nation africaine au classement Fifa, n'a plus disputé une phase finale de la CAN dames depuis 2008. La dernière CAN a été remportée par l'Afrique du Sud.

J.G.E.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS **EN VENTE**



SOCIÉTÉ KORE POTASH

Pierre Oba visite le site de construction de l'usine À Yanga

Dans le cadre de réalisation du projet Sintoukola Potash, le ministre d'Etat, des Industries minières et de la Géologie, Pierre Oba, a exploré le 12 septembre le site où sera construite l'usine de traitement des fertilisants et des engrais agricoles de la société Kore Potash située au village Yanga, dans le département du Kouilou.

Pour les responsables de la société Kore Potash, le coût global de réalisation de ce projet s'élève à 1,8 milliard de dollars. Après les études techniques liées au sol, à la géologie, à l'acheminement de la potasse, de l'eau, du courant, du gaz, et du pipeline, les travaux de construction de cette usine pourront débuter en 2024. Selon David Hathorn, président du conseil d'administration de la société Kore Potash, il s'agit de l'un des plus grands projets miniers de l'Afrique. Le gouvernement congolais peut compter sur le développement de son agriculture à l'horizon 2022-2026. « Le projet vise à la fois la construction de l'usine de la mine de potasse et une autre usine de traitement de fertilisants et d'engrais chimiques. Cette usine de fertilisants va profiter au développement de l'agriculture au Congo et à d'autres pays de la sous-région. Ce projet représente l'un des plus grands projets minier au monde, la potasse qui ne servira pas à la



fabrication des fertilisants locaux sera exportée à d'autres pays de la sous-région », a-t-il signifié.

Pour Warren Thompson, responsable financier du projet, le coût global de ce projet est estimé 1,8 milliard de dollars. « Nous sommes vraiment arrivés à

la fin de tout ce qui devait se faire préalablement, et le démarrage effectif du projet est prévu pour 2024. Les travaux de construction dureront quatre ans. Ceux-ci entraîneront déjà des effets induits parce que le début des travaux occasionnera évidemment de

Le ministre suivant les explications pour l'installation de l'usine Adiac

divers emplois qui accompagneront cette phase d'implémentation », a-t-il déclaré.

Pour sa part, le ministre a signifié que cette visite est une étape importante. Elle représente l'aboutissement d'un processus au cours duquel il y a eu beaucoup de péripéties et d'empoi-

gnades entre le gouvernement et ses partenaires au point où le gouvernement a voulu ravir le permis à cette société. Nous avons fait des mises en demeure, des sommations, cette société, a poursuivi le ministre, a fini par demander notre clémence. Notre compréhension était assise sur des diverses difficultés économiques qui traversent actuellement le monde, donc réunir les financements pour un projet de cette envergure et de classe mondiale exige beaucoup de fonds en vue de son développement. « Aujourd'hui, c'est une étape qui augure des lendemains heureux pour ce projet. Notre satisfaction est grande parce qu'après une quinzaine d'années, cette société vient de réaliser beaucoup de travail avec l'appui d'autres sociétés partenaires. Le projet est en train de prendre corps. Ainsi, j'affiche un peu d'optimisme tout en étant vigilant », a conclu le ministre.

Séverin Ibara

Avis de Recrutement d'un Responsable Logistique

Une société recrute, un Responsable Logistique conformément aux conditions ci-après

I. Description du poste

Le Responsable Logistique pilote l'ensemble des flux logistiques suite à l'évaluation et la planification de la demande. Il gère les approvisionnements, contrôle et optimise en temps réel le niveau des stocks et l'état des commandes.

Dans ce cadre, les principales missions du Responsable Logistique consistent à :

- Assurer l'interface entre les fournisseurs et l'entreprise, négocier avec les prestataires, définir les incoterms et superviser les problématiques douanières ;
- Définir et mettre en place les processus d'achat de l'entreprise avec ses équipes. Il est le garant de la disponibilité de l'ensemble des produits passants par les entrepôts et/ou livrés directement par les fournisseurs en magasin ou directement chez les clients, tant sur le plan de la qualité que de la quantité ;
- Lancer les commandes auprès des fournisseurs et gérer les relations quotidiennes avec ces derniers ;
- Assurer la réception et le stockage des commandes et gérer les magasins ;
- Rédiger les appels d'offres auprès des prestataires et externaliser certaines activités (maintenance Stockage, Manutention, ou Transport), évaluer les offres et piloter la relation quotidienne dans une permanente logique d'optimisation du taux de service client et de maîtrise des coûts ;
- Gérer également au besoin le magasin et l'ensemble des opérations de préparation et expéditions.

II. Qualifications et aptitudes

1. Profil, de formation supérieure en Logistique ou Ingénieur.
2. Expérience, Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois (03) ans à un poste similaire.
3. Compétences techniques, connaissance de la chaîne logistique, bonne connaissance d'Excel et du logiciel Sage 100C.
4. Aptitudes professionnelles, dynamique, réactif et rigoureux, sens de l'organisation et de communication, avoir une bonne capacité d'analyse et d'adaptation.

III. Pour nous contacter, adresser une lettre de motivation et un curriculum vitae à : avis2recrutement@gmail.com

IN MEMORIAM



Le 9 septembre 2019 et le 15 septembre 2016, cela fait respectivement quatre et sept ans que la mort avait frappé dans notre famille en nous arrachant brutalement de notre affection, Josias et Charmant Trésor Legnoki. Mes frères, malgré le temps passé vos sœurs et frères sont toujours inconsolables et notre amour pour vous demeure ferme.

En ces tristes dates d'anniversaires Charlem Léa Itoua et Raissa Legnoki, agents des Dépêches de Brazzaville, Roland Ngambomi, Michel et Chaël Legnoki, prient tous ceux qui vous ont connus et aimés d'avoir une pensée pieuse en vos mémoires. Reposez en paix dans la tranquillité du Dieu très haut.

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

SOLUTION :
Le mot-mystère est : SUPERFICIEL

C C B F C A
C O L O R A D O L A I
C A P I T A I N E G
H O R I Z O N A R D U
T A N N O V I C E
P I A G R I O N S I
E N G R O S S E R N
A R C E A U T S A R S
I A G I O Z E E
D E S O L E K A Z A N
P N V I I S
C A S C A D E R A V I
U T E R I N E O B
G L U A R C H I P E L
E C A L E E L O U E

V E R S E T M U R
E T U I O V I N E
R I R E C I T F
V O L E T O R A L
E L U R E L E V E
E T H E R S E T
M T E R O N
A M E P A N S U E
L A R V E O I E S
T U E P I N E S
V E R I N R O I
M E R E C O S S E
U S E R A U E U

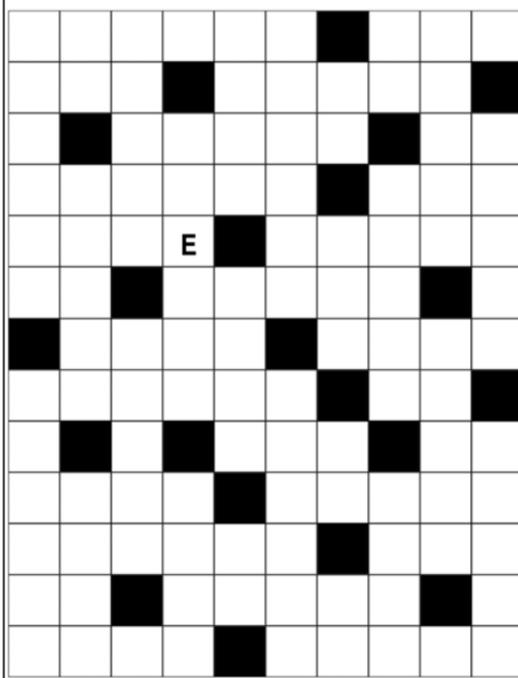
• SOLUTION DE LA GRILLE N°65 •

9	1	7	5	4	2	6	3	8
6	4	3	1	8	7	5	2	9
8	2	5	3	6	9	4	7	1
1	8	9	2	7	5	3	6	4
7	3	6	4	1	8	9	5	2
4	5	2	9	3	6	8	1	7
2	6	8	7	9	3	1	4	5
5	9	4	6	2	1	7	8	3
3	7	1	8	5	4	2	9	6

• SOLUTION DE LA GRILLE N°74 •

7	5	4	2	6	9	8	1	3
1	2	8	5	3	4	7	9	6
9	6	3	7	8	1	2	5	4
8	1	9	3	2	6	4	7	5
2	7	6	9	4	5	1	3	8
4	3	5	8	1	7	6	2	9
3	9	2	4	7	8	5	6	1
6	4	7	1	5	3	9	8	2
5	8	1	6	9	2	3	4	7

MOTS CASÉS 10X13 • N°170



2 LETTRES

AU - CA - CE - ET - HA - HE - IF - NE - SA - TA - TE

3 LETTRES

ETE - IRM - OUI - SAC - SEC - SEL

4 LETTRES

AINE - ELLE - ERES - ERRE - IRIS - LIEN - NOIR - ONDE - RAGE - TIEN

5 LETTRES

ACHAT - ALORS - DIETE - ETHER - ETIER - FEMUR - LIANE - METRO - ONGLE - RENNE - STERE - TATEE - TENOR - TIGRE - TITAN

6 LETTRES

ECREME - GENTIL - GHETTO - GLANEE - INEDIT - LATENT - NATURE - NOUGAT - TIERCE

ABANDONÉ BLOCAGE	TOUR DANS L'ESPACE SPÉCIALITÉ DE PROVENCE	OUVRENT GRAND LA BOUCHE VIEUX FRANÇAIS	METTRA EN TERRE	BISTROT MÈRE D'APOLLON	APPLIQUÉE DÉPARTEMENT N°32
DRÔLE DE LANGAGE VIN DE FÊTE			METTRE AU COURANT RÉCEPTEUR		
AVARE DOMMAGE		FÉQUENTE CHEZ LE SPORTIF TOUT SEUL		FORME DE RIRE CHAUVESOURIS	
				SANS EFFETS	PLACE
FLEUVE DU PORTUGAL	FUTURS OVULES	OS DU THORAX CAMPE SUR SCÈNE			
		OEUVRE DE SARTRE (LA) HERBE DES DUNES			
PRISON POPULAIRE FEMME SPORTIVE			CARDINAL MARIAGES		NUANCE DE MARRON
					CÉLÉBRITÉ
SOLUTION WHISKY CANADIEN		FROMAGE DE HOLLANDE	CRI DES BACCHANTES	Y A DES POUBELLES POUR CA OPPOSITION À POUTINE	
		SANS ÉNERGIE LETTRE GRECQUE			
FIGURE GÉOMÉTRIQUE	EDOUARD FAMILIER C'EST NICKEL		APER-ÇOINT		
					GRIMPE À LA BOURSE
ROYAUME DE THAÏLANDE			EVALUE		

• SUDOKU • GRILLE N°66 • DIFFICILE •

9		6	2		8	4		1
		1				7		
	5						2	
		4	9		1	3		
2								5
		3	7		2	9		
	6						9	
		8				1		
3		2	1		4	5		7

• SUDOKU • GRILLE N°75 • FACILE •

1	5					6	7
			7	3			
6		7			9		2
		6	4	7	3		
	2						5
		8	3	6	2		
9		5				4	1
			5	1			
4	3					2	8

D E D N O M P R A L L Y E H A
T E L U O B E C N N A B R U T
A N C P P Y D D A O I A M M D
J E T E N Y A S U R T Y E I E
U Z R E N R L R C S G S P D L
O N E G R N O S C A E O I E U
G E G U I D I T L P L B C F G
E B E O G A E E I R R P I M E
H C E E U R N C L O C H E R L
C H I F F R E I M D E L R A A
I A E A A B M M V I D A O D G
E C L R E R E E M G Y P D I I
S A R R O G A N T E X S O C C
B L G E C N E C I L O U N A N
H A R P O N E N A V A S I L T

- | | | |
|----------|---------|----------|
| ARROGANT | FISTON | MYGALE |
| BALAFRE | GOUJAT | OXYDE |
| BENZENE | GOURMET | PEDALO |
| BOULET | HARPON | PRODIGE |
| CARAFE | HERON | PYGMEE |
| CARGO | HUMIDE | RADICAL |
| CEDRE | ICEBERG | RALLYE |
| CHACAL | INODORE | SAVANE |
| CHIFFRE | LAPSUS | SAYNETE |
| CIGALE | LICENCE | SCALP |
| CLOCHER | MEDUSE | SCRIBE |
| CRAYON | MERGUEZ | SEICHE |
| DECENNIE | MONDE | TURBAN |
| DELUGE | MORBIDE | VINAIGRE |
| EPICIER | | |

GASTRONOMIE

Coca-Cola organise un festival culinaire ce week-end à Brazzaville

Dans le cadre de sa responsabilité sociétale, Coca-Cola organise, en collaboration avec Brasco, un festival culinaire dénommé : "Now Congo is cooking", le 17 septembre à l'esplanade du stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville, puis le 30 septembre au Canal Olympia à Pointe-Noire.



Le festival culinaire de Cola-Cola annoncé pour le 17 septembre à Brazzaville.

La gastronomie est un patrimoine culturel à préserver et à célébrer. Une réalité que Coca-Cola va matérialiser à travers le festival "Now Congo is cooking". « En ce qui concerne les repas, nous avons rassemblé des restaurateurs pour proposer des cuisines locales et internationales en faveur des festivaliers », a expliqué Yayoro Karamoko, responsable des activations du portefeuille marketing pour la marque

Coca-Cola en Afrique centrale, lors d'une conférence de presse tenue le 14 septembre à Brazzaville pour annoncer le

festival culinaire, en présence de l'artiste musicien Roga-Roga et du chef cuisinier Mandzou. Le festival "Now Congo is

cooking" est un rendez-vous qui permettra aux restaurateurs locaux et internationaux d'établir des partenariats ; des expériences interactives, puisque les participants pourront prendre part à des expériences culinaires locales et internationales. Par ailleurs, des initiatives en matière de développement durable vont ponctuer ce festival. Le festival s'est, en effet, associé aux ONG ALP et Healthy environment à Brazzaville et à Pointe-Noire pour collecter les bouteilles plastiques pendant l'événement en vue de leur recyclage. « Nous travaillons à l'avènement d'un monde sans déchets en nous appuyant sur nos partenaires pour accélérer le changement et faire en sorte que chaque bouteille plastique que nous commercialisons soit recyclée d'ici à 2030

», a expliqué Yayoro Karamoko évoquant la responsabilité environnementale de Coca-Cola.

Musique
Au festival "Now Congo is cooking", il n'y aura pas uniquement de la gastronomie. Des spectacles de musique sont, en effet, prévus. L'artiste Roga-Roga sera sur le podium. D'autres artistes locaux aussi se produiront, notamment Roseline Layo, Paternie Maestro, Relfe Kazama, DJ Mesgo, DJ Corbillard, Moustique 2 Dol, Freud Vincés.

Concernant la mobilisation, le secrétaire général de Brasco, Georges Letembet, a appelé les Congolais à tenter l'aventure culinaire à travers ce festival pour valoir leurs talents et contribuer à sauvegarder l'art culinaire comme patrimoine culturel grâce à l'occasion offerte par Coca-Cola en partenariat avec Brasco.

En rappel, ce festival fait partie de la plateforme «Now Africa is Cooking» de Coca-Cola, qui s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale «A Recipe for Magic» visant à mettre en relief les expériences culinaires.

Rominique Makaya

« Nous travaillons à l'avènement d'un monde sans déchets en nous appuyant sur nos partenaires pour accélérer le changement et faire en sorte que chaque bouteille plastique que nous commercialisons soit recyclée d'ici à 2030 »

PORT DE POINTE-NOIRE

Congo Terminal renouvelle sa certification ISO 9001

La société Congo Terminal, filiale de AGL (Africa Global Logistics) et opérateur du terminal à conteneurs au port autonome de Pointe-Noire a annoncé, le 13 septembre, le renouvellement de sa certification ISO 9001 pour son activité axée sur le chargement, déchargement, stockage des conteneurs, transbordement, livraison des conteneurs en import et export.

La certification qui met en valeur l'engagement de Congo Terminal à fournir aux clients un service de qualité intervient à la suite d'un audit réalisé du 7 au 11 août 2023 par le Bureau Veritas, une entreprise multinationale d'inspection, de test physique et de certification qui reconnaît en cette structure un système de management efficace.

« Ce renouvellement n'est pas une finalité, il traduit notre volonté de continuer à délivrer les meilleurs services dans une optique d'amélioration continue », a indiqué Anthony Samzun, directeur général de Congo Terminal.

Selon Jean-Felix Essono, responsable audit, le certificat ISO 9001 a été renouvelé pour un cycle de trois ans. Il témoigne de l'implication de l'ensemble des processus qui font ressortir beaucoup de points positifs.

ISO 9001 est une norme interna-



Vue aérienne des installations de Congo Terminal au port de Pointe-Noire/DR

« Ce renouvellement n'est pas une finalité, il traduit notre volonté de continuer à délivrer les meilleurs services dans une optique d'amélioration continue »

tionale de référence qui établit les exigences relatives au système de management de la qualité. Elle aide les entreprises à gagner en efficacité et à accroître la satisfaction de leurs clients.

La première certification ISO 9001 de Congo Terminal remonte à juin 2017. L'entreprise est également certifiée conforme au code ISPS (sûreté portuaire). Dans l'avenir, cette entreprise vise désormais la labélisation environnementale Green Terminal et la certification environnementale ISO 14001.

Au niveau du Port autonome de Pointe-Noire, Congo Terminal qui emploie près de 900 collaborateurs congolais mène des actions solidaires en faveur de la jeunesse. Engagée dans un partenariat public-privé, elle participe, grâce à ses nombreux investissements, à l'amélioration du pouvoir d'achat. L'entreprise dispose également d'équipements et de technologies de pointe dont le système d'exploitation Navis 4.

Guy-Gervais Kitina